

L'Union européenne a déclaré la guerre à la classe ouvrière et aux peuples de l'Europe

La France montre la voie « Peuples de l'Europe : Debout ! »

« *Sarkozy nous a déclaré la guerre* », ont dit les travailleurs français, en se référant aux mesures du gouvernement et en particulier à la réforme de la retraite, qui a provoqué l'actuelle vague de mobilisation, la plus importante depuis 1995.

En mai, c'était le « socialiste » Zapatero qui avait fait de même, en annonçant son plan d'ajustement, allant de la baisse des salaires des fonctionnaires et du gel des pensions à une contre-réforme du travail en profondeur, à laquelle se sont ajoutées des coupes budgétaires spectaculaires et la réforme annoncée des retraites. Ces jours-ci, c'est le gouvernement britannique qui a annoncé la destruction de 500 mille emplois dans le secteur public, une attaque brutale contre « l'Etat providence », ainsi que la réforme des retraites. Au Portugal, le nouveau plan d'austérité du « socialiste » Socrates a déjà mené à la convocation d'une grève générale, le 24 novembre. Au début de cette année, c'est la classe ouvrière grecque qui s'était mise en marche contre les plans d'austérité draconiens décidés à Bruxelles et mis en œuvre par le « socialiste » Papandreou. En Allemagne, Merkel a annoncé un plan de coupes budgétaires de 80 milliards d'euros. En Italie, le gouvernement Berlusconi va encore plus loin. Toute l'Europe est confrontée à cette plaie.

L'Union européenne, sous la baguette du capitalisme allemand et avec l'approbation du FMI, encadre les plans des gouvernements, quelle que soit leur « couleur ». C'est une véritable guerre sociale qui a commencé. Dans tous les cas, il a été décidé que le déficit public et la dette générée par les 700 milliards de dollars destinés au sauvetage des banques, lorsque le système financier était sur le point de s'effondrer, vont être payés par les travailleurs. Tel est le sens des programmes d'ajustement que tous les gouvernements appliquent aux pensions, aux salaires des fonctionnaires, aux services publics et aux prestations sociales. De cette façon, combinée avec la paupérisation en masse, ils veulent faire entrer massivement les banques, les assureurs et les fonds d'investissement dans la gestion et le contrôle des régimes de retraite, la santé et l'éducation.

Il s'agit, ni plus ni moins, d'un plan unifié pour détruire les acquis de la classe ouvrière européenne et imposer un recul historique du niveau de vie et des droits démocratiques obtenus. Il est vrai que, dans beaucoup d'Etats de l'UE, il reste encore d'importantes conquêtes sociales et démocratiques, au milieu d'un monde frappé par le néo-libéralisme le plus sauvage. Des droits comme les congés payés, un salaire décent, la sécurité sociale quasi universelle, les systèmes de retraite publics ou le droit de grève lui-même sont sous la loupe de la classe capitaliste européenne. Les démanteler est une condition préalable pour rivaliser avec les autres puissances impérialistes, afin d'avoir leur part dans le gâteau du marché mondial au milieu d'une crise historique sans précédent depuis la Grande Dépression des années 30.

A partir de cette unité de tous les gouvernements contre la classe ouvrière au sein de l'Union européenne, se joue une autre bataille, entre ceux qui appartiennent au « noyau dur » et ceux qui en sont exclus. La crise a mis tout à sa place : sous l'hégémonie germanique, l'axe franco-allemand s'affiche comme le maître incontesté de l'Europe, tandis que les pays « périphériques » comme la Grèce, le Portugal ou l'Etat espagnol sont soumis à un régime de « protectorat » économique, sans parler des pays de l'Est qui ont récemment rejoint l'UE et qui sont dépourvus de toute souveraineté nationale. La nouvelle « gouvernance économique » européenne, c'est bien cela. En outre, les plans brutaux d'austérité mènent inévitablement à la récession et la stagnation en Europe, dans laquelle les perspectives elles-mêmes de l'euro et de l'UE sont en question.

La réponse de la classe ouvrière européenne

La réponse aux plans d'ajustement, commencée en décembre de l'année dernière par les travailleurs et le peuple grecs, s'est propagée à l'ensemble de l'Europe. Par la suite, il y a eu de grandes manifestations et des grèves en Italie, dans l'Etat espagnol, au Portugal, en Allemagne, dans les pays de l'Est... Et à l'avant-garde de tous, il y a la classe ouvrière et la jeunesse françaises qui, avec une poussée impressionnante à partir de la base et débordant les sommets bureaucratiques, ont mis le gouvernement de Sarkozy le dos contre le mur, Sarkozy qui a militarisé les raffineries et lancé une campagne de répression massive, avec des milliers de détenus.

Partout, avec des inégalités, la classe ouvrière et la jeunesse européennes montrent leur détermination à se battre. Cette disposition fait face, partout, à la bureaucratie syndicale de la CES et ses organisations nationales, qui tentent de bloquer les manifestations, d'éviter tout choc direct des travailleurs avec les gouvernements et l'UE

et de bloquer à tout prix une réponse unifiée de la classe ouvrière européenne. Quant à la CES, la seule proposition d'une grève générale européenne lui donne la chair de poule. Les sommets syndicaux en France refusent de centraliser le mouvement et de lancer une grève générale indéfinie qui remplirait toutes les conditions pour obtenir le retrait de la réforme des retraites et la chute de Sarkozy. Au lieu de cela, ils espèrent que le mouvement soit en perte de vitesse et se démoralise. La direction des TUC britanniques refuse de convoquer une manifestation nationale contre les plans brutaux de Cameron, face aux exigences des syndicats du transport ou de l'éducation. Les dirigeants de CCOO et UGT dans l'Etat espagnol refusent d'appeler à une grève générale, dans une tentative vaine pour restaurer le « dialogue social ». Et ainsi de suite dans les différents pays...

Mais en dépit de la propagande capitaliste omniprésente, qui martèle encore et encore l'idée qu'il n'y a pas d'autre issue que l'appauvrissement et la perte de droits, nous devons dire qu'il est possible de faire reculer les plans d'ajustement, avec une mobilisation générale qui fait face directement aux gouvernements et qui coordonne les forces de toute la classe ouvrière européenne dans une seule réponse unifiée, en brisant les barrières qui isolent d'un Etat à l'autre, d'une nation à l'autre.

C'est pourquoi nous exigeons des directions syndicales de la classe ouvrière des différents pays européens, de lancer des plans de lutte cohérents avec l'objectif de vaincre ces plans anti-ouvriers, plutôt que de s'asseoir et de négocier avec les gouvernements pour de petits changements qui ne remettent pas en cause le contenu de ces attaques. En outre, nous exigeons d'elles de convoquer des grèves générales dans leurs pays et d'appeler à une grève générale européenne qui puisse faire tomber les plans de ces gouvernements, de l'UE et du FMI.

Travailleurs et travailleuses européens, nous sommes entrés dans une période historique dans laquelle nous nous trouvons face à un énorme défi pour vaincre des plans qui, comme disent les camarades grecs, « veulent nous faire retourner aux années 50 », et pour imposer une issue ouvrière à la crise, ouvrant l'horizon de la lutte pour la destruction de l'UE et la construction des Etats-Unis Socialistes d'Europe.

Imposer une solution ouvrière à la crise, cela veut dire : le refus clair et net des plans d'ajustement, la répartition du travail par la réduction de la journée de travail sans réduire les salaires, l'allocation de chômage indéfinie jusqu'à l'obtention d'un nouvel emploi, la retraite à 60 ans, la mise en œuvre de programmes de travaux publics ambitieux et durable pour répondre aux grands besoins sociaux, la fin de la privatisation des services publics et la renationalisation de ceux qui ont été privatisés, de lourdes taxes sur les riches, la nationalisation sous contrôle ouvrier de toutes les grandes industries et tous les secteurs stratégiques, l'expropriation des banques afin de mettre les ressources du pays au service de la réorganisation de l'économie au profit de la grande majorité, et la non-reconnaissance des dettes nationales.

Imposer une issue à la crise, cela oblige les travailleurs à faire face résolument à la résurgence des alternatives racistes et xénophobes, derrière lesquelles se cache la renaissance de l'extrême droite, une arme avec laquelle la bourgeoisie européenne commence à compter pour l'avenir.

En vérité, ce que nous vivons aujourd'hui est une guerre sociale des patrons et des gouvernements contre les travailleurs et les peuples. Imposer une solution ouvrière à la crise, cela exige donc de faire face non seulement aux plans mais aussi aux gouvernements successifs qui font que ce soient nous, les travailleurs, qui payons pour une crise qui n'est pas la nôtre. Sans combattre directement ces gouvernements de la bourgeoisie, qu'ils soient de droite ou de la social-démocratie, nous ne ferons pas reculer ces plans.

En ce sens, cette crise n'a pas fait autre chose que de rendre cruellement claire la barbarie du système capitaliste, qui ne laisse pas d'autre issue pour ceux qui vivent de leur travail que la surexploitation et la misère. C'est un système qui va de crise en crise, qui a ses racines profondes dans l'exploitation de l'homme par l'homme, qui nous enlève la vie et la dignité en nous faisant travailler jusqu'à la mort, qui soutient le luxe de ceux d'en haut avec la destruction de la planète et de l'humanité. Par conséquent, pour la LIT-QI, cette crise - la plus importante depuis 1929 - met à l'ordre du jour la nécessité d'abattre non seulement les plans des gouvernements, mais le système capitaliste tout entier.

Avancer avec la réorganisation syndicale et politique du mouvement ouvrier

Les travailleurs et les travailleuses et la jeunesse françaises montrent une force extraordinaire et, en même temps, le besoin urgent de regrouper la force de combat qui, à partir des bases syndicales et de la jeunesse, avance une alternative face à une bureaucratie qui est le frein principal de la mobilisation. Voilà le besoin le plus urgent actuellement, à échelle de chaque pays et à l'échelle européenne : réunir la gauche syndicale, et la coordonner, à l'échelle européenne, où le retard est encore plus grand.

Toutes les étapes de la réorganisation syndicale sont inséparables de la réorganisation politique, de la lutte pour construire une direction révolutionnaire face à une gauche institutionnelle qui depuis belle lurette a cessé d'être de gauche pour devenir un instrument du capitalisme européen. Les organisations européennes de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale (LIT-QI) sont engagées décidément dans cette tâche.

Le 28 octobre de 2010



Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale (LIT-CI)